

**SYNDICATS ET PÉDAGOGUES DÉCORTIQUENT LE TAUX DE RÉUSSITE****Fin le bac politique ?**

*Le cru 2013 est moins bon que celui des dernières années. Ils seront moins nombreux à rejoindre les bancs de l'université à la prochaine rentrée. Le taux de réussite est passé de 58% à 44%. La tendance à la hausse est freinée nette cette année après un bond qui avait vu le taux passer de 28% à près de 60%. Comment expliquer ce recul ? Quelle lecture faire de ce taux ?*

**NOUAR LARBI,**  
**COORDONNATEUR**  
**NATIONAL DU CNAPEST :**  
**«C'est un pas vers la dépoliti-**  
**sation de l'examen»**



«Le taux annoncé cette année est presque proche de la réalité du terrain sans dévoiler la réalité toute nue. C'est un pas vers la dépolitisation de l'examen du baccalauréat. Au Cnapest, on attend cependant toujours la révision du barème lors des corrections pour arriver enfin à un taux de 50% pour les questions directes et de 50% pour les questions nécessitant l'analyse et la réflexion afin de restituer à l'enseignant son autorité pédagogique. Nous attendons, par la suite, la révision du nombre de candidats au baccalauréat parce qu'il y a beaucoup d'élèves qui arrivent en terminale grâce à des mesures sociales. Ils sont maintenus dans le système éducatif pour pouvoir bénéficier de la prime de scolarité ou des prestations de la caisse d'assurances sociale.

Cette année, il y a eu la question de la fraude. Les tricheurs ont été sanctionnés. Cela avait été une de nos revendications tout en espérant que les sanctions n'ont pas été collectives mais au cas par cas. On applaudit ces mesures parce que cela y va non seulement de la crédibilité du système éducatif et d'un examen mais de tout le pays. Nous pensons que même les enseignants qui ont encouragé les candidats à tricher doivent être sanctionnés. Cette année, nous applaudissons également le fait que le ministère n'ait pas beaucoup focalisé sur le classement des wilayas et des lycées. Dans le passé, les chefs d'établissements, où les taux de réussite étaient élevés, étaient encouragés et leurs lycées dotés de tous les moyens, cela a pu par le passé pousser certains à user de certaines pratiques pour gonfler le taux de réussite.»

Cette année, il y a eu la question de la fraude. Les tricheurs ont été sanctionnés. Cela avait été une de nos revendications tout en espérant que les sanctions n'ont pas été collectives mais au cas par cas. On applaudit ces mesures parce que cela y va non seulement de la crédibilité du système éducatif et d'un examen mais de tout le pays. Nous pensons que même les enseignants qui ont encouragé les candidats à tricher doivent être sanctionnés. Cette année, nous applaudissons également le fait que le ministère n'ait pas beaucoup focalisé sur le classement des wilayas et des lycées. Dans le passé, les chefs d'établissements, où les taux de réussite étaient élevés, étaient encouragés et leurs lycées dotés de tous les moyens, cela a pu par le passé pousser certains à user de certaines pratiques pour gonfler le taux de réussite.»

**HATEM HAKIM,**  
**PORTE-PAROLE DU CLA :**  
**«Le taux confirme l'échec**  
**de la réforme du système**  
**éducatif»**

«C'est probablement la première fois que le ministère de l'Education donne un taux correct. Au CLA, nous avons déjà fait une étude sur 5 000 copies et qui avait abouti à un taux presque similaire à celui qui a été annoncé.

*Syndicalistes et enseignants s'expriment. A l'unanimité, ils considèrent que le taux de réussite de cette année signe la fin du bac politique. Le CLA, le Cnapest et le SNTE sont catégoriques : c'est tout le système de passage d'une classe à une autre qui doit être revu pour mettre définitivement fin aux mesures «sociales» qui visent à maintenir les élèves dans les établissements et de les*

Cela révèle le vrai niveau des élèves. Ce n'est quand même pas normal que des élèves qui arrivent en terminale avec de bonnes moyennes finissent la dernière année du cycle secondaire avec de mauvaises notes. Cela prouve qu'ils y arrivent sans niveau. Aujourd'hui, c'est une refondation de tout le système éducatif qu'il faut opérer. Il faut revoir le système de passage qui est basé sur des mesures sociales. Le baccalauréat a toujours été politique. Cette année, le taux confirme l'échec de la réforme du système éducatif.»

**MOHAMED YENINA,**  
**PORTE-PAROLE DU SNTE :**  
**«C'est le résultat de tout un**  
**héritage de réformes»**

«Le taux enregistré cette année confirme que les taux de réussite des années précédentes étaient gonflés puisque les élèves sont restés les mêmes, les enseignants les mêmes et que les programmes n'ont subi aucun changement. Ce qui se passe est le résultat de l'héritage de l'ère de l'ancien ministre. Il y a eu accumulation de différentes réformes. Il faudra attendre pour voir ce qu'apportera l'actuel ministre. En ce qui concerne les dépassements et les cas de triche, nous espérons que le ministère a usé de bon sens pour éviter de sanctionner des élèves qui ne sont pas concernés. Pour le reste, les sanctions doivent être appliquées. Il y va de la crédibilité de l'examen.»

**M. DELLALOU, PRÉSIDENT DE**  
**LA FÉDÉRATION NATIONALE**  
**DES ASSOCIATIONS DES**  
**PARENTS D'ÉLÈVES :**  
**«Les programmes**  
**et les méthodologies**  
**doivent être revus»**

«Les résultats du brevet d'enseignement moyen pour cette année sont en net recul par rapport à l'année passée. Cela est dû à plusieurs facteurs. Il s'agit, en premier lieu, du cas des élèves des wilayas du sud du pays où il y a eu des perturbations dans la scolarité en raison de sept semaines de grève. Les élèves n'ont pas étudié normalement et toutes les wilayas du Sud ont vu leur classement reculer. Nous avons ainsi reçu des plaintes des parents d'élèves de ces régions. Un rapport sera rédigé dans ce sens. Nous ferons un rapport détaillé et il faut faire ressortir les causes de ces résultats catastrophiques. Nous demandons aussi l'indulgence du ministre pour ces élèves du Sud et nous demanderons que la moyenne soit revue à 9 sur 10 pour ces zones pour pouvoir repêcher les élèves. Nous espérons aussi une rencontre avec la tutelle pour discuter de cette situation et

*faire accéder aux paliers supérieurs en dépit de leurs niveaux jugés trop bas. Plus que cela, le CLA revendique la refondation du système éducatif alors que le Cnapest exige la restitution de l'autorité pédagogique des enseignants. Le Snapest considère, pour sa part, que c'est la nature des sujets proposés cette année qui a dévoilé le vrai niveau des élèves. Ils livrent leurs analyses.*

des résultats. Le recul de la moyenne a en fait démontré la réalité des choses et beaucoup de facteurs entrent en jeu. Il y a une obligation pour le ministère de l'Education de revoir les programmes et les méthodologies appliqués ainsi que les sujets d'examen.»

**... «Le cas par cas pour les**  
**élèves accusés de copiage»**

«Pour ce qui est des résultats tout aussi catastrophiques du baccalauréat, il s'agit d'un énorme recul dont il faut chercher les causes. Nous ne pouvons accepter l'idée que 3 181 candidats soient accusés de tricherie. Il s'agit d'une punition collective et nous demandons que les dossiers de ces élèves soient étudiés au cas par cas. Le ministre doit être indulgent avec eux. Les commissions d'enquête n'ont entendu en fait que les surveillants, nous, on ne nous a pas entendus et il y avait aussi des parents observateurs. Une instruction a aussi été donnée aux offices régionaux des examens et concours pour mettre sur pied une commission d'enquête mais cela a été fait juste par téléphone pas par fax, donc tout le monde n'est pas au courant.»

**MEZIANE MERIANE,**  
**PORTE-PAROLE DU**  
**SNAPEST :**

**«Ce fut un bac avec des**  
**sujets de haut niveau»**

«Il est en fait difficile d'analyser clairement les événements des derniers jours concernant les examens du baccalauréat et de l'enseignement moyen. Toutefois, et pour les cas de tricherie, je persiste à dire que la loi doit être appliquée dans toute sa rigueur. Une commission d'enquête doit être diligentée pour analyser cette situation. Il a aussi été rapporté que des enseignants ont fermé les yeux devant des situations de copiage, l'administration et ces enseignants doivent être mis devant leurs responsabilités. Ceci alors que l'Onec s'est contentée de prendre en considération de simples rapports, il n'y pas eu de commission d'enquête. Cela est insuffisant. Pour ce qui est de la baisse du taux de réussite, cela est dû à la qualité des sujets, on a essayé d'élever le niveau des difficultés. Ce fut des sujets d'un niveau du bac, et les élèves se sont habitués à des questions-réponses sans difficultés et sans intelligence. Pendant les corrections, des notes particulièrement faibles ont été observées.»



Propos recueillis  
par Nawal Imès et F.-Zohra B.

**CONFLIT AU SEIN DU SYNDICAT SNTE**

**Boudjennah débouté par la justice**

*La justice a tranché dans la crise interne qui secoue le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), depuis 2003. La légitimité revient aux anciens membres du conseil national du syndicat.*

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Chebboutti Abdelhakim a été élu président du SNTE par le bureau national du syndicat lors du congrès tenu les 28 et 29 mai dernier. C'est ce qu'ont annoncé, hier, lors

d'une conférence de presse, les membres de ce syndicat. M. Chebboutti a expliqué que la justice a tranché définitivement dans la crise interne qui secoue le SNTE depuis 2003. Ainsi, Abdelkrim Boudjennah, qui a pris les rênes du SNTE depuis 2003, a été débouté. «Boudjennah s'est emparé du syndicat et a pris sa présidence alors qu'il était exclu et radié des rangs du syndicat mais il a été soutenu par certains cadres du ministère de l'Education nationale du temps de Benbouzid qui l'ont imposé et permis d'acti-

ver en toute impunité», a souligné l'actuel président du SNTE qui a expliqué que M. Boudjennah avait rejoint à l'époque le SNTE depuis deux années (en 2001), il n'avait donc pas le droit d'accéder au poste de président en 2003 car la loi exige cinq ans d'activité au sein d'un syndicat pour pouvoir se présenter à ce poste. Cependant, selon les membres du bureau actuel, malgré les nombreuses sollicitations, «ni le ministère du Travail ni celui de l'Education nationale n'ont voulu agir pour appliquer les lois de la

République». M. Chebboutti qui dit qu'«actuellement, le ministère du Travail n'a aucune excuse pour ne pas appliquer une décision de justice», a souligné qu'il a été déjà reçu par l'actuel ministre de l'Education nationale, Abdelatif Baba Ahmed, qui a promis de se pencher sur cette affaire. La priorité du nouveau bureau du SNTE est de «soigner l'image du syndicat ternie par les nombreuses escroqueries de l'ancien président», a indiqué M. Chebboutti.

S. A.